

Boîte Postale 177 - 75967 Paris Cedex 20 - [rail@alternativelibertaire.org](mailto:rail@alternativelibertaire.org)

Cette journée du 26 novembre doit être le début d'un mouvement plus large, plus profond. En répondant massivement à l'appel des fédérations syndicales CGT/CFDT/SUD Rail/UNSA/FO/CFTC/FGAAC, les cheminot(e)s démontrent qu'ils sont prêts à se battre.

**Cette manifestation n'est qu'une étape ... Mais nous savons que certaines fédérations syndicales ont une vision bien plus limitée !**

Le plan Juppé a été retiré en 1995 grâce aux manifestations, nous répète-t-on souvent : C'est vrai, mais en partie :

- ❑ Des manifestations, il n'y en a pas eu qu'une, il y en a eu durant près d'un mois.
- ❑ Le mouvement, lancé par les cheminot(e)s, dépassait largement la seule SNCF.
- ❑ Les manifestations rassemblaient non pas des dizaines mais des centaines de milliers personnes sur l'ensemble du territoire.
- ❑ Et tout cela reposait sur une grève, reconductible, avec des assemblées générales quotidiennes.

Nous ne sommes pas dans le même contexte.

*La crispation des responsables de la fédération CGT des cheminots se battant jusqu'au dernier moment pour garder un caractère uniquement professionnel à cette manifestation est une*

**Il faudra pour cela rompre avec les pratiques des bureaucraties syndicales :**

Celles de la fédération CGT d'EDF/GDF par exemple qui, au lieu d'utiliser le succès de la manifestation du 3 octobre et la mobilisation des gaziers et électriciens se lance (avec CFDT, CFTC et CGC) dans une pitoyable négociation dont la base est ... la remise en cause du statut, la négociation du service public !

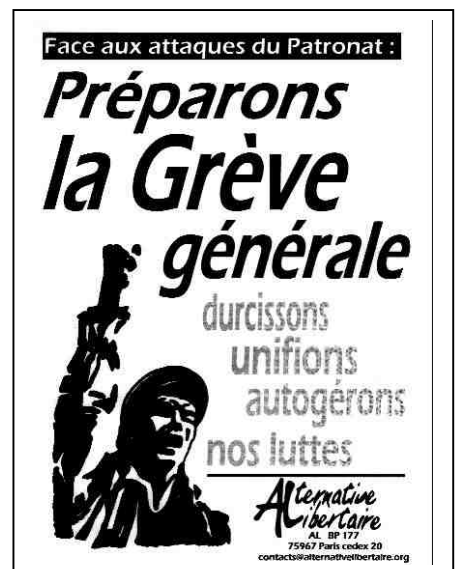
Dans l'Education Nationale, la F.S.U. a refusé de mobiliser ce 26 novembre, préférant organiser « sa » manifestation avec d'autres syndicats enseignants et la FCPE le 8 décembre ! Mais nombre de sections départementales de la F.S.U. se sont jointes à F.O., et SUD Education pour renforcer le succès de ce 26 novembre.

*erreur. Tout comme la bataille qu'elle a mené ... pour limiter le nombre et la portée des préavis de grève !*

Heureusement, nous avons pu dépasser cette frilosité et ce corporatisme :

- ❑ **Beaucoup d'équipes syndicales (CGT, CFDT, SUD Rail, FO, FGAAC) ont déposé des préavis, prouvant ainsi que l'unité des fédérations aurait pu se faire sur des bases plus offensives.**
- ❑ **La Poste, France Télécom, l'Education Nationale, les Impôts, Air France, EDF/GDF, Hospitaliers, ... ils sont nombreux les secteurs en lutte ce 26 novembre.**
- ❑ **Les collectifs « emplois jeunes » et contre la précarité, les associations de lutte contre le chômage sont aussi présents.**

Une nouvelle dynamique peut donc en sortir.



## **Nous proposons de travailler à la construction d'un vaste Front social.**

C'est à dire d'un vaste mouvement de mobilisation s'exprimant directement sur tous les lieux de vie, d'habitat, d'étude et de travail, et fédérant les luttes sociales. **Un Front Social porteur d'exigences immédiates, comme la redistribution des richesses par un relèvement massif des minima sociaux et des salaires, une redistribution du travail, la réquisition de tous les logements vides, la régularisation de tous les sans papiers, l'égalité hommes / femmes...** Un Front Social permettant également d'ouvrir le débat sur des transformations en profondeur de la société, y compris en ce qui concerne les Droits et les exigences d'une démocratie authentique.

Ce que nous nommons un « *Front Social de l'Égalité et de la Solidarité* » se construira sur la base des associations du mouvement social et des organisations syndicales, mais également en s'élargissant à des secteurs nouveaux de la population et de la jeunesse à travers des Assemblées ou des Forum de rue, de quartier, de commune, d'entreprises, ouverts aux individus.

L'exemple des mobilisations sociales en Italie comme en Espagne doit nous inspirer. Un "Front Social de l'Égalité et de la Solidarité", à la fois mouvement nouveau et fédération des mouvements existants ne se décrètera pas. Mais ses prémices existent déjà. **Une partie des mouvements sociaux ont déjà tissé des liens réguliers dans de nombreuses localités, et se retrouvent ensemble mobilisation après mobilisation.**

Il s'agit d'appuyer ces démarches, mais aussi de favoriser un élargissement à des forces nouvelles et à des secteurs de la population qui se sentent encore étrangères aux mobilisations du mouvement social : permettre une parole libre, une véritable écoute de tous et non des seuls militants aguerris - sans négliger l'apport de ceux-ci, **élaborer des revendications depuis la base et avec la base.**

Vis à vis des partis et des mouvements politiques de la gauche et de l'extrême gauche, la relation doit être claire et faire rupture avec la relation traditionnelle de soumission, social-démocrate, stalinienne ou léniniste, qui a trop longtemps pesé sur le mouvement social et syndical, et qui a contribué à sa régression. **Un tel Front social, s'il est ouvert à l'expression de tous, doit rester autonome vis à vis de quelque force politique que ce soit (y compris bien sûr libertaire).** Il repose sur l'arc association / syndicats / assemblée ou Forum de citoyens. Tel ou tel parti peut soutenir, mais non diriger ou participer en tant que tel à son organisation. La relation aux partis qui se présentent aux élections pour briguer les suffrages des électeurs et qui peuvent se retrouver, à tout niveau, dans des positions de pouvoir, ne peut être qu'une relation confrontative. C'est à dire une relation où les élus et les aspirants élus écoutent les exigences des mouvements sociaux, se prononcent sur elles, mais en aucun cas ne prétendent les dicter ou se les réapproprier.

Face à la politique répressive, ultra « libérale », anti-sociale du gouvernement l'heure est à l'affrontement, et les libertaires appellent à défendre la nécessité d'une grève générale des salariés. **Grève générale de riposte et de transformation sociale, indissociable d'un mouvement où convergeraient toutes les formes de résistances contre toutes les formes de précarité, d'exclusions et de domination.** L'objectif d'une grève générale interprofessionnelle, sur ses revendications, doit être débattu largement. C'est un objectif fédérateur, il constitue la principale possibilité de stopper les politiques antisociales du MEDEF et du gouvernement, et c'est pour cette raison que ce débat aujourd'hui peut et doit être posé.

## Contre les privatisations, toutes les privatisations.

*Les fédérations syndicales (et même parfois la direction SNCF !) jurent leur attachement au service public, à l'unicité de l'entreprise.*

*Pourtant, l'éclatement est réel et cela depuis des années. Peu de moyens ont été mis en œuvre pour se battre contre cette dérive, pour lutter contre les inégalités que cela engendre.*

**Le recours aux entreprises sous traitantes** est une des formes de la privatisation de la SNCF. Entamé depuis une trentaine d'années par le biais des entreprises de nettoyage, puis de manutention, de maintenance, le mouvement n'a fait que s'accroître depuis.

A la fin des années soixante-dix, la direction SNCF a réussi à imposer dans les grandes gares parisiennes des **contrats précaires pour des jeunes, utilisé(e)s seulement lors de périodes de pointe hebdomadaire ou mensuelle**. Les contractuels(elles) à temps partiel sont devenu(e)s au fil des années une pratique courante, bien des directions locales utilisent ainsi des C.D.D. en dehors même des règles légales.

**D'autres contractuels(elles)** ont été recrutés massivement dans ces années soixante-dix : Parce qu'ils ont le « tort » d'être né(e)s ailleurs qu'en France, on leur refuse toujours l'accès au statut de cheminot(e).

**Le personnel du secteur social** est en grande partie aussi contractuel(elle). Et la direction veut aujourd'hui passer un cap supplémentaire en abandonnant purement et simplement ces activités et ces salarié(e)s non « rentables ».

La « gauche plurielle » a aussi amené sa touche à l'éclatement du Statut des cheminot(e)s : **Les « emplois jeunes » font durant des années un travail de cheminot(e) mais n'ont droit qu'à un**

**CDD de 5 ans**, avec une période incompressible de 2,5 ans acceptée par plusieurs fédérations syndicales.

**Le transfert d'activités ferroviaires à des filiales créées au gré des besoins est une forme importante de la privatisation** : C.N.C., SERNAM, V.F.L.I., EFFIA, SHEM, ... On ne compte plus les sigles qui représentent autant de pans de l'entreprise dont les salarié(e)s sont soumis au droit privé.

**Jusqu'aux personnes employé(e)s par les Comités d'Etablissement et le C.C.E. de la SNCF** : Attirées par les masses financières en jeu, les gestionnaires de ces institutions ne se soucient guère que leurs salarié(e)s n'aient pas les mêmes droits. Trop souvent même, ils s'y comportent d'une manière qui scandaliserait n'importe quel ... syndicaliste qu'ils ont sans doute oublié de rester !

### Lutter pour que

les salarié(e)s qui nettoient les gares, les rames  
les contractuels(elles) à temps partiel  
les contractuels(elles) immigré(e)s  
les contractuels(elles) des services sociaux  
les emplois-jeunes

le personnel des filiales

les salarié(e)s des C.E. et du C.C.E.

**aient les mêmes droits que les autres travailleurs(ses) du rail,**

**c'est défendre les acquis sociaux de tous les cheminot(e)s !**

## Pour une lutte internationale des cheminot(e)s.

Dans toute l'Europe nous sommes confronté(e)s aux mêmes attaques. **Il est grand temps d'organiser une grève internationale !** En France, la quasi-totalité des fédérations syndicales font partie de la fédération des transports de la C.E.S. Mais celle-ci n'impulse aucune action revendicative réelle, elle agit comme lobbying auprès des institutions européennes.

Ce n'est pas de cela dont nous avons besoin. Il faut que se développe un syndicalisme de lutte au plan international : **Pour nous battre contre les privatisations, la déréglementation, mais aussi pour refuser que nos sociétés européennes de chemin de fer ne soient le « bras armé » du capitalisme dans les pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du sud.**

## La « libéralisation » du trafic ferroviaire n'est pas un phénomène naturel, inéluctable. C'est un choix politique.

Parce qu'ils ne veulent pas que nous réfléchissions trop, ceux qui profitent des inégalités de notre société ont tendance à vouloir ériger en dogme ce qui n'est qu'un choix politique, dicté par des impératifs économiques à un moment donné.

C'est pour que le système capitaliste tourne mieux que l'Etat avait créé la S.N.C.F., en indemnisant grassement les actionnaires des anciens réseaux. C'est pour la même raison qu'aujourd'hui on veut nous imposer la privatisation, « l'ouverture à la concurrence ».

Tout le monde le sait : Ce choix c'est celui qui mène à la multiplication des accidents, au non respect des règles de sécurité, à la remise en cause des acquis sociaux, etc. Mais le capitalisme a besoin de ça pour survivre ... tant pis pour celles et ceux qui en feront les frais !

Les « directives européennes » se succèdent : premier, deuxième et déjà troisième « paquet ferroviaire » sont approuvés par des députés européens qui dans leur immense majorité ne savent même pas de quoi ils parlent !

**En France, les gouvernements successifs ont contribué à casser le service public :**

C'est Pons qui a créé RFF et c'est Gayssot qui lui a permis de ponctionner de plus en plus la SNCF en augmentant sans cesse les péages.

C'est le gouvernement de droite qui prépare une transposition ultra-libérale du « premier paquet ferroviaire » et c'est sous la gauche qu'il fut décidé d'aller au-delà des premières directives en matière de séparation comptable infrastructure/exploitation.

La « régionalisation » sous la gauche a institutionnalisé la remise en cause de la péréquation tarifaire lancé sous la droite, mettant ainsi en évidence que « droit au transport pour tous » ou « aménagement harmonieux du territoire » sont des notions bien peu partagées par ceux qui veulent nous diriger.

# NON aux

## Privatisations!



▶ Le service public, il nous appartient !

▶ Il faut lutter tous ensemble pour le défendre et l'étendre à d'autres secteurs.

▶ Tout pour tous ! Vers l'autogestion et la socialisation des services publics.

**Alternative Libertaire**

- Alternative Libertaire -  
BP 177  
75967 Paris Cedex 20  
contacts@alternativelibertaire.org

[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

## Une autre voie est possible !

Le capitalisme pille la société, et gaspille ses richesses matérielles et humaines. Un autre monde est possible en inventant un autre système économique et politique, fondé sur la démocratie directe et l'autogestion.

C'est dans nos luttes, par nos pratiques quotidiennes que nous le construirons.

Nom, prénom :

Adresse :

e-mail :

- Je souhaite participer au développement d'Alternative Libertaire, en devenant membre.
- Je souhaite participer à une rencontre avec Alternative Libertaire
- Je souhaite rester en contact avec A.L., en étant informé(e) des initiatives, des débats.

A.L. - BP 177 - 75967 Paris Cedex 20